

IRAK

SITUATION MACROECONOMIQUE

Structurellement dépendante des activités pétrolières, l'économie irakienne enregistre des performances très volatiles : croissance quasi nulle en 2024 (+0,1%), récession en 2023(-2,9%) faisant suite à une croissance de 7,7% en 2022. La prévision de croissance pour 2025 est de 4,1%. Ces variations importantes de l'activité résultent des évolutions de la production et des cours du baril de pétrole. Si l'endettement public n'est pas aujourd'hui une préoccupation majeure (44% du PIB), sa trajectoire apparaît insoutenable à moyen terme. Selon le FMI, la dette publique pourrait s'élever à 74% du PIB en 2029 en l'absence de réformes structurelles ambitieuses. La politique budgétaire est aujourd'hui expansionniste, avec des dépenses de fonctionnement portées par la hausse de la masse salariale publique. Point positif, l'inflation est globalement maîtrisée et le dinar irakien s'est stabilisé sur le marché de changes.

1. Forte volatilité de l'activité et perspective de croissance positive à partir de 2025

En 2023, le PIB irakien s'était contracté de 2,9%, après une croissance de 7% en 2022. L'économie est structurellement dépendante des activités pétrolières, qui représentaient en 2023 45 % du PIB, 93 % des recettes publiques et 99 % des exportations. Cette exposition rend les performances économiques très vulnérables aux fluctuations des cours du baril et au niveau de la production de pétrole. En 2023, la contraction d'activité a résulté directement de la baisse du prix moyen du baril exporté par l'Irak (79\$ en 2023 contre 95\$ en 2022) conjuguée à la baisse de -3% de la production de pétrole¹. Par ailleurs, la réévaluation de 10,3% du dinar irakien par rapport au dollar en février 2023 a diminué la contrepartie en monnaie locale des exportations de pétrole en dollars. Soutenu par l'augmentation des dépenses publiques, une production agricole favorable et un secteur de la construction dynamique, le PIB non-pétrolier a progressé de 6% en 2023, après avoir stagné en 2022.

L'année 2024 a enregistré une croissance quasi nulle à +0,1%. La production de pétrole a poursuivi sa baisse, estimée à -2%² dans le cadre des engagements de l'Irak au sein de l'OPEP+, compensée par un prix d'exportation du baril en légère hausse à 80,4\$. La croissance non-pétrolière est restée positive à l'instar des résultats de 2023. À plus long terme, la croissance de l'Irak devrait demeurer volatile et peu inclusive, compte tenu de la faible diversification économique. Le FMI anticipe une croissance de 4,1% en 2025 et une croissance annuelle moyenne autour de +4,2 % d'ici à 2029. Une performance modeste compte tenu de la croissance démographique soutenue, de l'ordre de 2,7% par an d'ici 2029.

2. Les soldes courant et budgétaire se sont nettement dégradés à partir de 2023 sous l'effet d'une baisse des recettes pétrolières et d'une politique de dépenses expansionniste

Les exportations de pétrole (93% des recettes publiques en 2023) ont diminué de 115 Md\$ en 2022 à 97 Md\$ en 2023 (-15,6%). **Le solde courant qui avait atteint un excédent record de 15,4% du PIB en 2022, s'est ainsi réduit à 4,5% en 2023.** Le FMI anticipe un déficit courant de -1,9% du PIB en 2024 et de -3,4% en 2025.

¹ La fermeture de l'oléoduc d'exportation Kirkouk-Ceyhan fin mars 2023, conjuguée à la baisse des quotas de production OPEP+ ont entraîné une baisse de la production annuelle moyenne : 4,31 Mb/j en 2023, contre 4,44 Mb/j en 2022

² La production annuelle moyenne de 2024 est estimée à 4,22 Mb/j. Au titre de son engagement de réduction OPEP+, le quota de l'Irak est de 4 Mb/j.

Malgré une sous-exécution du budget expansionniste de 2023 (taux d'exécution de 73%), notamment en raison de son adoption tardive (juin 2023), le solde budgétaire s'est nettement dégradé, passant d'un excédent de 8,1% du PIB en 2022 à un déficit de -1,2% en 2023. Cette contraction est attribuable à la quasi-stagnation des recettes publiques (+0,9 point de pourcentage (pp) du PIB) en regard d'une forte augmentation des dépenses de 10,2 pp du PIB, largement due aux embauches très nombreuses dans la fonction publique, conformément à la Loi de Finances triennale 2023-2025. Selon le FMI, le déficit budgétaire est attendu à 5% du PIB en 2024 et pourrait se creuser à plus de 8% du PIB en 2025 en l'absence de mesures de contrôle des dépenses de fonctionnement. Celles-ci représentent en effet 75% du total des dépenses, dont environ 45% pour les seules dépenses des salaires et pensions des agents publics.

3. La trajectoire du niveau d'endettement et des réserves de changes est insoutenable à long terme

Le rebond des revenus pétroliers en 2022, sous l'effet de l'augmentation du prix moyen du baril exporté (95\$ en 2022 contre 67\$ en 2021) avait permis une **forte baisse de la dette publique (40% du PIB fin 2022 contre 77% en 2020) et une reconstitution des réserves de change (97 Mds\$ en 2022 contre 54 Mds\$ en 2020)**, atténuant à court terme les risques macroéconomiques. En 2023, la dette publique a progressé et atteint 44,5% du PIB et les réserves de changes ont légèrement augmenté à 100Mds\$. Les agences de notation Fitch Ratings et Standard and Poor's attribuent à l'Irak la note de risque souverain B- avec perspective stable (catégorie « très spéculatif ») et Moody's, la note Caa1, soit un cran au-dessous (« risque élevé »).

La politique budgétaire expansionniste fait peser un risque important sur les finances publiques du pays à moyen terme. Si le niveau de dette publique n'est pas aujourd'hui source d'inquiétude, il pourrait, selon le FMI, atteindre 74% du PIB à horizon 2029 en l'absence de mesures de contrôle des dépenses. Dans le même temps, les réserves de changes pourraient s'effondrer à 30 Mds\$. Le FMI recommande des ajustements budgétaires ambitieux comprenant (i) la réduction de la masse salariale publique, (ii) la mobilisation des ressources domestiques non-pétrolières, notamment via l'amélioration du recouvrement des recettes douanières et de la collecte des factures d'électricité et (iii) une meilleure gestion des finances publiques avec le déploiement d'un compte unique du Trésor.

4. L'inflation est globalement maîtrisée et le dinar irakien s'est stabilisé sur le marché des changes

En novembre 2022, la Banque centrale d'Irak (BCI) avait introduit, sous la pression de la réserve fédérale américaine, de nouveaux contrôles de lutte contre le blanchiment (LCB-FT) afin de lutter contre la contrebande de dollars vers les pays voisins de l'Irak. En conséquence, le volume des adjudications de dollars avait fortement baissé et le taux IQD/USD sur le marché de changes s'était déprécié par rapport au taux officiel (écart traditionnellement de 2% porté à plus de 15% en février 2023). Face à la crainte de mouvements sociaux d'ampleur, la BCI avait réévalué le dinar de 10,3% en février 2023 à 1\$ = 1 300 IQD. Cette réévaluation n'a pas eu d'effet structurel sur l'écart entre le taux officiel et celui sur les marchés de changes (autour de 1\$ = 1 500 IQD) qui s'est désormais stabilisé à environ 15%.

Après avoir atteint un pic de 6% en 2021, l'inflation annuelle moyenne a progressivement diminué : près de 5% en 2022, 4,4% en 2023 et 3,2% en 2024, sous l'effet de la baisse des prix internationaux des denrées alimentaires, des prix de l'énergie et de l'impact de la réévaluation de la monnaie. À noter que la transmission de la politique monétaire de la BCI à l'économie réelle est très faible en raison de la faible bancarisation, de l'importance des activités économiques informelles et des excédents de liquidités hors des circuits bancaires.

* * *

Commentaires : L'économie irakienne est structurellement dépendante des activités pétrolières avec un secteur productif hors hydrocarbures très faible. Les fondamentaux macro-économiques de l'Irak ne sont pas trop préoccupants à court-terme, mais des risques élevés pèsent sur la soutenabilité de la situation économique, en particulier sur l'équilibre des finances publiques, fortement exposées aux performances de l'activité pétrolière, et par voie de conséquence sur l'endettement à moyen terme. Conscient de ces vulnérabilités, le gouvernement a engagé des réformes structurelles portant sur l'amélioration du climat des affaires et les conditions de financement de l'économie. Ces mesures visent à la diversification de l'économie en faisant appel à l'investissement du secteur privé pour développer l'appareil productif. Les réformes engagées sont encourageantes et méritent d'être poursuivies dans la durée. Elles n'ont cependant à ce stade pas abouti à des transformations effectives et le climat des affaires reste encore très dégradé.

Laurent Estrade